



MELISSA BARRERIRO/TRUMPET/GETTY IMAGES GINTS IVUSKANS/AFP VIA GETTY IMAGES

## Trump contre l'Europe

L'été dernier, le président américain a asséné au continent quelques coups humiliants. Ne vous attendez pas à ce qu'ils acceptent cela sans broncher.

- Richard Palmer et Josue Michels
- [09/12/2025](#)

Le président Donald Trump avait l'air d'un écolier espiègle. Les dirigeants des pays du G7, menés par la chancelière allemande Angela Merkel, se sont dressés au-dessus de lui. Le dirigeant américain a regardé en arrière, défiant mais en infériorité numérique. La photo de la réunion du G-7 au Canada, en juin 2018, est devenue l'une des plus emblématiques du premier mandat de Trump.

Son deuxième mandat a fourni un remplaçant. Aujourd'hui, ce sont les dirigeants de l'Union européenne qui ont l'air d'écoliers espiègles, assis devant le bureau résolu du principal Trump.

PT\_FR

Fort du soutien de l'armée américaine, sans égale, et d'une économie dominante, et grâce à sa forte personnalité, le président Trump a humilié à plusieurs reprises les dirigeants européens cet été.

Ne vous attendez pas à ce qu'ils supportent cette punition bien longtemps. Le président Trump montre à l'Europe ce qu'un homme fort peut accomplir.

## Première guerre commerciale

Le 27 juillet a été un « jour sombre » pour l'Europe, a déclaré l'ancien Premier ministre français François Bayrou. L'Union européenne a été « mangée au petit-déjeuner », selon le Premier ministre hongrois Viktor Orbán. Alberto Alemanno, professeur de droit de l'UE au HEC de Paris, a déclaré que cela reflétait « la reddition économique et idéologique de l'Europe » (*Project Syndicate*, 30 juillet). Ils ont été horrifiés par l'annonce faite par la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, de l'accord commercial qu'elle avait conclu avec Trump.

« Il est impossible de cacher le fait que l'UE a été écrasée par le rouleau compresseur de Trump », a déclaré un ambassadeur. « Trump a compris exactement où se trouvait notre seuil de douleur » (*Financial Times*, 28 juillet).

Les États-Unis imposeront des tarifs douaniers de 15 pour cent sur la plupart des produits de l'UE. Pour faire baisser ce

chiffre par rapport à la menace brandie de 30 pour cent, l'UE a promis que ses entreprises investiraient 600 milliards de dollars aux États-Unis d'ici à 2028. Elle a également promis de dépenser 750 milliards de dollars de produits énergétiques américains sur trois ans.

Pour remuer le couteau dans la plaie, l'accord était pire que celui que la *Grande-Bretagne* avait conclu avec Trump, malgré l'insistance de l'Europe sur le fait que le Royaume-Uni serait perdant dans ses échanges commerciaux avec les États-Unis en raison du Brexit.

« Peu importe la façon dont les eurofanatiques essaient de tourner la situation, en réalité, Donald Trump, comme il pourrait lui-même le dire, a frappé un grand coup », a écrit Matthew Lynn dans le *Telegraph*. « À moins de devoir expédier la *Joconde* à Mar-a-Lago, il est difficile de voir comment cela aurait pu mieux se passer pour le président Trump. Après deux décennies de déclin économique relatif, et avec des taxes et des réglementations écrasantes qui étouffent la vie de son industrie, l'UE est désormais trop faible pour faire face aux États-Unis. La fragilité de l'UE a été douloureusement exposée — et cet accord ne fera qu'aggraver les choses » (27 juillet).

Un mois plus tard, d'autres détails révélèrent que les voitures américaines seraient autorisées en Europe sans avoir été modifiées pour répondre aux différentes normes de sécurité européennes. « Nous sommes presque tombés de notre chaise en lisant cela », a écrit EuroIntelligence. « Cette déclaration ressemble à une liste de souhaits du département du Commerce des États-Unis » (22 août).

Beaucoup craignaient que l'UE et les États-Unis ne s'engagent dans une véritable guerre commerciale. Cela a été évité — pour l'instant — parce que l'Europe a agité le drapeau blanc avant même le début de la guerre.

## Faux amants

L'autre fossé entre les deux blocs est la guerre en Ukraine. Le président Trump a concentré une grande partie de son attention cet été sur la tentative de forger un nouvel accord là-bas. (Voir « L'obstacle à la paix », page 3.) Le 15 août, il a accueilli le président russe Vladimir Poutine. Quelques jours plus tard, il a invité le président ukrainien Volodymyr Zelenskyy à lui rendre visite. Mais Zelenskyy n'est pas venu seul. De nombreux dirigeants européens estimaient qu'il avait besoin d'un soutien moral.

Cela a mis en évidence le fossé entre l'UE et l'Amérique : Les dirigeants européens ne font pas confiance au président Trump et estiment qu'ils doivent défendre leurs intérêts en personne. Mais cela a également montré clairement que l'Amérique est aux commandes. Les dirigeants européens peuvent venir supplier ou cajoler, mais ce que dit Trump s'applique.

Les dirigeants européens ne sont pas des fans de Trump, mais ils ne l'ont pas ouvertement condamné. Au lieu de cela, leur principale réponse a été la flatterie. Ils ont toujours besoin des États-Unis et tentent donc d'influencer le président Trump en jouant la carte de la gentillesse. Se plaindre de l'accord commercial est acceptable — le président Trump est tout à fait heureux de s'entendre dire qu'il a conclu un excellent accord et qu'il a obtenu tout ce qu'il souhaitait — mais n'attaquez pas personnellement le président.

Cette stratégie est entrée en vigueur après la première visite de Zelenskyy à Washington en février, au cours de laquelle il a été engueulé par Trump et le vice-président J.D. Vance.

En avril, la Première ministre italienne Giorgia Meloni a ouvert la voie avec un plan visant à « amadouer Trump sur les tarifs douaniers », comme l'a indiqué *Politico*.

Le chancelier allemand Friedrich Merz a emboîté le pas. La nuit de son élection, le 23 février, il a évoqué le besoin pour l'Europe d'une indépendance militaire vis-à-vis d'une administration américaine imprévisible : « Ma priorité absolue sera de renforcer l'Europe le plus rapidement possible afin que, pas à pas, nous puissions réellement parvenir à l'indépendance vis-à-vis des États-Unis. » Pourtant, il a adopté un ton différent le 5 juin, lors de sa première rencontre avec Trump. Il était tout sourire, et la visite s'est déroulée sans aucun incident. Merz a remis à Trump une copie encadrée de l'acte de naissance de son grand-père allemand et a exprimé sa gratitude pour la coopération germano-américaine en cours.

Carlo Masala, directeur de l'Institut de stratégie et de prévision de l'Université des forces armées fédérales d'Allemagne, a qualifié la stratégie européenne de « donner constamment à Trump l'impression d'être un grand homme d'État avec une vision claire ». Il a ajouté : « Je crois que cette flatterie combinée à la confiance en soi européenne est la stratégie appropriée ».

Le secrétaire général de l'OTAN, Mark Rutte, a incarné cette stratégie lorsqu'il a qualifié le président Trump de « Papa » essayant de faire en sorte que l'Iran et Israël cessent de se battre comme des enfants dans la cour d'école.

Pourtant, il suffit de lire les déclarations publiques de ces dirigeants pour se rendre compte qu'il s'agit d'une flatterie.

## Étape par étape

Comme Merz l'a reconnu, l'Europe ne peut pas se désolidariser de l'Amérique immédiatement, même si elle le souhaite. Mais elle travaille, pas à pas, à la réalisation de cet objectif.

L'Europe a désespérément besoin d'une plus grande unité. Si 27 nations distinctes s'opposent aux États-Unis, le président

Trump peut jouer l'une contre l'autre. Mais une Europe unie face à une Amérique unie serait un conflit entre égaux.

L'échec de l'Europe dans les négociations commerciales « expose la faiblesse fondamentale de la gouvernance européenne », a écrit Alemanno. « En l'absence d'un véritable système de gouvernance à l'échelle de l'UE, le bloc reste incapable de traduire les agendas nationaux divergents en une position unifiée » (op cit). Avec tous ses intérêts nationaux conflictuels, l'UE n'a pas pu se mettre d'accord sur une manière de riposter. Des représailles contre l'Amérique auraient fini par nuire à l'Europe, et certains pays auraient souffert plus que d'autres. Personne n'accepterait de souffrir de manière inégale. C'est pourquoi le bloc n'avait guère d'autre choix que de conclure un accord.

Toutefois, il est clair qu'une telle unité ne peut être créée avec l'ensemble des 27 États membres de l'UE. Ainsi, l'ancien ministre allemand de la défense, Karl-Theodor zu Guttenberg, a déclaré au journal autrichien *Brutkasten* dans une vidéo publiée le 5 septembre : « Nous devons maintenant arriver à un point où nous pouvons dire que si cela ne fonctionne pas avec 27 nations, alors cela fonctionnera avec 13, 15 ou 17 — pensez à l'euro comme exemple. Nous devons donc faire preuve de plus d'audace ici ».

Tant que les grandes puissances de l'Europe — l'Allemagne, la France et l'Italie — agiront ensemble avec quelques autres, une Europe unie aura le pouvoir de tenir tête à l'Amérique. L'unité est plus importante que la taille.

Un autre désavantage pour les Européens est la domination actuelle du dollar. Jusqu'à présent, l'euro n'a pas été en mesure d'égaliser l'attrait du dollar. Mais le président Trump pourrait résoudre ce problème pour eux. En augmentant la dette déjà massive des États-Unis et en exerçant une pression politique sur la Réserve fédérale, M. Trump accélère la fin du dollar. Les tactiques dilatoires pourraient être judicieuses pour l'UE. Attendre assez longtemps, et le dollar chutera.

Mais l'élément le plus important que l'Europe doit corriger est son armée. En fin de compte, elle ne peut pas se lancer dans une guerre commerciale contre le pays dont elle dépend pour assurer sa sécurité.

La menace tacite qui plane sur toutes les relations entre l'Europe et les États-Unis est que, si elle le souhaitait, l'Amérique pourrait plier bagage et partir. Ce sont les troupes américaines qui font la différence en Europe, ainsi que les armes nucléaires sur lesquelles comptent l'Allemagne, les Pays-Bas et d'autres nations.

Un président américain typique ne retirerait jamais réellement ces avantages. Mais Donald Trump n'est pas un président typique.

Cette peur que l'Amérique puisse simplement s'en aller a empêché l'Europe d'utiliser son option dite nucléaire : son instrument anti-coercition. Il ne s'agit pas littéralement de nucléaire, mais cela signifierait la persécution légale des entreprises américaines dans toute l'UE. Les politiciens européens se vantent de sa puissance, mais lors des négociations commerciales, ils ne l'ont même pas évoquée comme une menace.

« L'accord commercial est une humiliation pour l'UE, mais il reflète le déséquilibre des pouvoirs », a déclaré Clemens Fuest, président de l'institut de réflexion allemand Ifo, sur X. « Les Européens doivent se réveiller, se concentrer davantage sur leur puissance économique et réduire leur dépendance militaire et technologique vis-à-vis des États-Unis. Alors ils pourront renégocier. »

« La dépendance de l'Europe à l'égard de la garantie de sécurité américaine était un argument supplémentaire contre la confrontation commerciale, en particulier pour les membres à l'Est et au Nord du bloc », a rapporté le *Financial Times*. « Les craintes que Trump ne coupe l'approvisionnement en armes à l'Ukraine, ne retire des troupes d'Europe ou ne quitte même l'OTAN ont relégué au second plan les discussions, ont déclaré les diplomates » (28 juillet).

Les dirigeants européens savent également qu'ils seraient mieux en mesure de se dresser contre l'Amérique s'ils avaient d'autres alliés.

Lors d'une réunion des dirigeants de l'UE en juin, von der Leyen et Merz ont appelé à la création d'une autre Organisation mondiale du commerce. « Vous savez tous que l'OMC ne fonctionne plus », a déclaré Merz.

Il a raison. À commencer par Barack Obama, les présidents américains ont saboté l'OMC en refusant de nommer des membres à son organe d'appel, qui est en fait sa cour suprême. Cela empêche l'OMC de statuer sur les recours. Mme Von der Leyen a suggéré de remplacer l'OMC par l'adhésion au bloc commercial géant asiatique, l'Accord de Partenariat transpacifique global et progressiste (PTPGP).

Ces pays envisagent sérieusement la création d'un nouveau partenariat commercial mondial qui limiterait ou exclurait les États-Unis.

Toutes ces étapes sont nécessaires pour que l'Europe ait une chance dans le prochain cycle d'une guerre commerciale potentielle. Mais il manque encore quelque chose, et le président Trump le démontre parfaitement : un dirigeant fort.

## Recherché ! Un homme fort

Alors qu'il s'entretenait avec les dirigeants européens, M. Trump a décidé qu'il souhaitait également s'entretenir avec M. Poutine. Tout autre dirigeant aurait fait programmer par son entourage un rendez-vous avec les représentants de Poutine, aurait passé des heures à se préparer, et aurait finalement eu une conversation quelques jours plus tard. Trump a juste décroché le téléphone. Même ses détracteurs, outrés par le flot d'activités émanant de la Maison Blanche, doivent admettre

que Trump fait avancer les choses.

Entre-temps, la coalition gouvernementale néerlandaise s'est effondrée. Ensuite, la coalition intérimaire qui était censée gérer les choses jusqu'à ce que des élections soient organisées s'est effondrée. La France n'a pas réussi à adopter de législation majeure et son premier ministre a été évincé en septembre pour avoir tenté de réduire les dépenses. En Allemagne, Merz s'est consacré à la politique étrangère, mais n'a accompli que peu de choses sur le plan intérieur. Après l'élection de Trump en 2024, le *New York Times* a titré « Absent en Europe : un dirigeant fort pour une nouvelle ère Trump ». Près d'un an plus tard, c'est toujours le cas.

Les Européens ont besoin d'un homme fort capable de faire bouger les choses. En règle générale, les dirigeants européens évitent de placer de fortes personnalités aux postes les plus importants de l'UE, de peur qu'elles n'empiètent sur leur propre pouvoir. Mais s'ils doivent choisir entre un dirigeant européen fort et la soumission à Trump, vous pouvez être sûrs qu'ils choisiront l'Européen.

Fait intéressant, il pourrait bientôt y avoir un poste vacant à la tête de l'UE. La présidente de la Commission européenne, Mme von der Leyen, est en proie à des scandales autour de sa conduite pendant la pandémie de COVID-19. Ses contacts avec le PDG de Pfizer, Albert Bourla, ont été dissimulés et plusieurs organismes gouvernementaux ont ouvert des enquêtes. Elle a survécu à une motion de censure du Parlement européen cet été. La vice-présidente du Parlement, Katarina Barley, aurait déclaré qu'il s'agissait de sa « toute dernière chance ».

Après l'élection du président Trump, M. Flurry a écrit : « Il y a un grand vide de leadership. Les Allemands savent que des mesures radicales doivent être prises, et vite ! On voit cela dans les résultats des dernières élections, avec la montée en puissance de partis marginaux comme l'Alternative für Deutschland. Les électeurs se montrent disposés à accepter des politiques hors du commun. Ils réclament un dirigeant fort ! [...] »

« C'est ici que la prophétie biblique est si précieuse. La prophétie nous dit que l'Allemagne est sur le point de choquer le monde avec sa puissance » (*Trompette*, janvier 2025).

Avec tous ces facteurs en place, les négociations commerciales de l'UE avec les États-Unis se termineront très différemment la prochaine fois.

## Guerre commerciale II

L'UE pourrait bientôt devoir se dresser contre le président Trump. Les Américains affirment que l'Europe a promis d'investir des milliards en Amérique ; l'UE considère que ces chiffres ne sont que des aspirations. Il est difficile de voir comment l'UE pourrait les satisfaire même si elle le voulait. Aussi socialiste que soit l'UE, elle ne contrôle pas toutes les entreprises en Europe. Les bureaucrates du commerce n'ont aucun moyen de les forcer à investir 600 milliards de dollars aux États-Unis.

L'engagement pris par l'Europe en matière d'énergie, en particulier, est gigantesque. En 2024, l'UE a importé 75 milliards de dollars de produits énergétiques américains. Ils ont promis de porter ce montant à 250 milliards de dollars par an. Pour atteindre cet objectif, l'UE devrait tirer les deux tiers de ses besoins énergétiques totaux des États-Unis. Même si elle cessait complètement d'acheter du gaz naturel liquéfié à la Russie, à l'Algérie, au Qatar, au Nigeria et à la Norvège et s'approvisionnait exclusivement auprès de l'Amérique, elle aurait du mal à acheter la moitié de la quantité à laquelle elle s'est engagée. En outre, les États-Unis auraient du mal à fournir une telle quantité. L'année dernière, les exportations énergétiques totales des États-Unis vers le monde entier se sont élevées à 318 milliards de dollars. D'autres pays comme le Japon se sont également engagés à acheter beaucoup plus d'énergie américaine dans le cadre de leurs accords commerciaux.

Que se passera-t-il lorsqu'il apparaîtra clairement que l'UE est loin d'atteindre les 250 milliards de dollars d'importations énergétiques pour lesquelles elle s'est engagée ? Que se passera-t-il si les entreprises européennes ne tiennent pas la promesse de l'UE d'investir 600 milliards de dollars ? L'accord devra alors être renégoциé. Les graines de la prochaine guerre commerciale sont déjà plantées.

L'UE doit certainement se préparer à ce moment. Bientôt, ses dirigeants abandonneront la façade flatteuse et révéleront leur vrai visage.

Les dirigeants européens *méprisent* Donald Trump. Beaucoup d'entre eux pensent comme Guttenberg. Cet homme n'est plus en fonction, mais en tant que commentateur, il parle au nom de nombreux Allemands lorsqu'il affirme que « Trump n'est pas l'ami des Allemands » et qu'il le qualifie de « maniaque blond », d'« intimidateur » et de « probablement la plus grande ordure que nous ayons jamais eue dans la politique américaine ».

Les véritables sentiments de l'Europe sont révélés dans les prophéties bibliques. Jérémie 1 : 13 les décrit comme une « chaudière bouillante ».

« Ce langage symbolique décrit l'Allemagne moderne », explique M. Flurry dans « Pourquoi l'Allemagne vient de trahir l'Amérique ». « Sous la surface, cette nation bouillonne d'un mécontentement latent envers l'ordre mondial actuel. Les Allemands sont en colère contre les États-Unis. L'ambition impérialiste qui a poussé l'Allemagne à déclencher les deux guerres mondiales est bien vivante. Elle « bouillonne » ! (31 janvier 2022, *theTrumpet.com/25182*).

Ils peuvent le cacher, attendre leur heure — mais à un moment donné, la haine débordera. Jérémie décrit ces mêmes puissances comme des « amants ». Mais ce sont des amants trompeurs qui « te méprisent, ils en veulent à ta vie » (Jérémie

4 : 30).

D'autres prophéties connexes annoncent que *les Européens vont avoir leur homme fort*. Cet homme unira le monde contre l'Amérique dans une guerre commerciale catastrophique qui entraînera la chute de l'Amérique.

L'image emblématique des relations entre l'Europe et les États-Unis va changer radicalement. Au lieu d'élève et de maître d'école, ce sera une image de maître et d'esclave. Aussi déconcertant que cela puisse paraître, la Bible nous avertit que la grandeur de l'Amérique sera abaissée — et que la nation sera effectivement réduite en esclavage (Ézéchiel 5).

C'est ce qu'avait prédit le regretté Herbert W. Armstrong sur la base des prophéties bibliques. Une grande partie de ce qu'il a dit a déjà été accompli ou est sur le point de l'être.

1978 : Attendez-vous à voir apparaître « une sorte 'd'États-Unis d'Europe' dans un avenir proche, une union de dix nations issue du Marché commun actuel ou s'inscrivant dans son prolongement. La Grande-Bretagne ne fera pas partie de cet empire à venir bientôt ».

1954 : « L'Allemagne s'imposera inévitablement comme le chef de file d'une Europe unie. Il faudra une certaine force spirituelle pour inspirer cette confiance — pour dissiper ces craintes, et cette force spirituelle doit venir de l'intérieur même de l'Europe ! Toute l'Europe est en réalité prête — elle n'attend plus que le dirigeant qui inspirera confiance [...] »

1953 : « Dix puissantes nations européennes uniront leurs forces ».

1959 : Cette puissance européenne mettra en place « un gigantesque système de commerce mondial ».

Ces prévisions sont manifestement en bonne voie d'être réalisées.

Ces déclarations sont étayées par des prophéties spécifiques. Les événements mondiaux poussent l'Europe dans cette direction. L'Apocalypse 17 et 18 décrivent une « puissance bestiale » dirigée par « 10 rois » ou 10 nations. Apocalypse 18 décrit la domination totale de cet empire sur l'économie mondiale. Une fois qu'il s'effondrera, les hommes d'affaires de la Terre pleureront.

L'été dernier, nous avons assisté à l'humiliation de l'Europe par les États-Unis. La prophétie biblique nous met en garde contre une vengeance dévastatrice. Vous pouvez être sûr que l'Europe se prépare déjà à riposter.